

INTERNATIONAL

Hong Kong, le corridor stratégique pour la Chine



La place financière asiatique continue d'asseoir son aura grâce à un cadre réglementaire transparent et stable. Elle bénéficie en outre de sa proximité avec l'Empire du Milieu pour attirer les capitaux boursiers.



Jean-Marie Mercadal

CEO
Syncip Asset Management

La Bourse de Hong Kong, créée en 1891, s'est imposée comme l'une des grandes plateformes mondiales de levée de capitaux. Aujourd'hui, elle occupe la troisième place financière mondiale du classement GFCI, derrière New York et Londres, et la première en Asie. La capitalisation boursière de la Place de Hong Kong s'élève ainsi à plus de 5 000 milliards de dollars, contre près de 3 000 milliards pour la Place de Paris. Le rôle de

la Bourse de Hong Kong est unique : véritable pont entre la Chine continentale et les marchés internationaux, elle représente près de 25 % du PIB local et s'est spécialisée dans les services financiers transfrontaliers.

Ce statut repose sur des fondations solides : fonctionnant sous le principe « Un pays, deux systèmes », Hong Kong conserve un pouvoir judiciaire indépendant, une régulation transparente et une solide protection des épargnants.

Le système juridique est inspiré de la *common law* anglaise, ce qui rassure les investisseurs internationaux. Hong Kong regroupe ainsi un vivier de talents financiers, avec un écosystème de haut niveau (avocats, *Asset Managers* internationaux, banques, opérateurs de *back-office*, etc.), un cadre réglementaire transparent et un environnement fiscal favorable aux entreprises. Cette combinaison unique fait la force de la place financière de Hong Kong dans le monde et en Asie. Elle devrait de ce fait rester le principal centre financier chinois pendant encore plusieurs années. En Asie, le grand concurrent naturel de Hong Kong, Singapour, ne rivalise pas sur le plan boursier et financier : la capitalisation boursière de Singapour n'y est que d'environ 640 milliards de dollars (dont 110 milliards pour la première banque du pays, DBS Holding).

Premier centre *offshore* du Renminbi

C'est en effet surtout la proximité politique et géographique avec la Chine qui confère à Hong Kong sa taille et son importance stratégique, en faisant le lieu de cotation privilégié des entreprises chinoises en quête de capitaux étrangers. Elle est ainsi le premier centre *offshore* du Renminbi (RMB), avec environ 1 trillion de liquidité, facilitant les cotations et obligations libellées en RMB et soutenant l'internationalisation de la monnaie chinoise.

« C'est sa proximité politique et géographique avec la Chine qui confère à Hong Kong sa taille et son importance stratégique, en faisant le lieu de cotation privilégié des entreprises chinoises en quête de capitaux étrangers. »

Parallèlement, Hong Kong est naturellement la place privilégiée pour les entreprises chinoises qui souhaitent se financer en devises étrangères et accéder aux investisseurs internationaux. Rappelons à ce sujet que le dollar de Hong Kong est lié au dollar américain par un mécanisme appelé « PEG », qui est un système d'ancrage monétaire entre deux devises. Le dollar de Hong Kong est ainsi fixé au dollar américain dans une borne étroite de 1 % environ, entre 7,75-7,85 HKD pour 1 USD. L'autorité monétaire de Hong Kong, HKMA (Hong Kong Monetary Authority), utilise les réserves de changes du pays (environ 440 milliards de dollars, soit à peu près l'équivalent du PIB du pays) pour défendre la parité en achetant ou vendant sa propre monnaie. Ce mécanisme existe depuis 1983. Et rappelons également qu'il existe un contrôle des capitaux en Chine. Il faut ainsi des licences/autorisations pour pouvoir sortir des capitaux ou investir dans le pays.

Premier sur les IPO en 2025

En 2025, Hong Kong a ainsi été la première place mondiale pour les introductions en Bourse (IPO), avec plus de 280 milliards de dollars levés, principalement dans les secteurs de la technologie et des *Biotechs*, et très majoritairement par des entreprises chinoises. En comparaison, les introductions à la Bourse de Paris ont été de l'ordre de 11 milliards d'euros (15 milliards de dollars environ), concentrés sur les secteurs de l'industrie, du luxe et de la santé.

De ce point de vue, les besoins de financement des entreprises chinoises sur les secteurs d'avenir ne devraient pas se tarir au cours des prochaines années, si on se fie au dernier plan quinquennal dévoilé récemment pour la période 2026-2030 par le premier ministre Li Qiang. La Chine s'est ainsi donné pour but de gagner la « bataille des technologies clés » pour l'avenir. Pékin a ainsi défini dix industries « émergentes prioritaires » : les semi-conducteurs, les robots humanoïdes, les sciences du vivant, les batteries de nouvelle génération, les fusées réutilisables, l'aéronautique (avec l'objectif d'être compétitif à terme dans le long courrier), la mobilité de basse altitude (dont les drones), l'hydrogène vert, l'interface cerveau-machine et les équipements médicaux. La Chine a aussi identifié six « industries du futur » pour lesquelles elle veut créer des pôles d'excellence régionaux complets en multipliant les projets et en assouplissant la réglementation : le quantique, la fusion nucléaire, la 6G, l'IA embarquée, le « *bio-manufacturing* » et l'interface humain-machine. Cette liste est assez impressionnante et illustre une réelle volonté stratégique.

La comparaison avec la France est éloquent et douloureuse. Le pipeline induit d'IPO à la Bourse de Paris paraît de ce fait moins faste *a priori*... On réalise ainsi que la Chine avance rapidement et capitalise sur son savoir-faire industriel et technologique. En comparaison, l'industrie française ne représente plus que 10 % de notre économie et notre pays croule sous les dettes et les dépenses sociales et a peu de moyens pour investir à long terme... Le dynamisme futur de la Bourse de Paris pose ainsi question.

Des outils efficaces pour investir en Chine

Hong Kong se distingue également sur le plan de l'accessibilité à l'énorme marché boursier chinois dans l'écosystème financier asiatique : il sert de principale porte d'entrée internationale pour les capitaux vers et depuis la Chine continentale. Les programmes de connectivité – Stock Connect, Bond Connect et ETF Connect – illustrent cette fonction de corridor unique, permettant des flux bidirectionnels qu'aucun autre marché asiatique ne peut reproduire. Les autorités chinoises accordent ainsi des quotas d'investissement en devises étrangères (principalement le dollar) pour les investisseurs domestiques. Inversement, une licence est également nécessaire pour investir en RMB sur les places financières du pays. En fin de compte, la mise en place de ces « *stock, bond et ETF Connects* » sont les moyens les plus simples pour investir en



Hong Kong bénéficie de deux forces

L'héritage anglais a permis la construction et le développement de tout un écosystème financier de premier plan mondial, avec un « *mindset* capitaliste » qui perdure.

Le pragmatisme de la Chine, qui a une stratégie à long terme et qui a préservé l'atout que représente cet écosystème. Elle l'utilise comme un outil de financement de ses entreprises et comme une sorte de « robinet » qui permet les sorties et les entrées de capitaux en Chine, aujourd'hui deuxième économie du monde, avec de fortes réussites et ambitions dans pratiquement tous les secteurs d'avenir.

Chine, et inversement, pour les Chinois, pour acheter à la Bourse de Hong Kong, mais ils sont soumis à des quotas quotidiens et à une sélection de titres. Hong Kong est donc la place idoine pour investir en Chine. C'est de ce fait l'une des raisons pour laquelle les investisseurs internationaux institutionnels sont majoritaires et représentent environ 65 % des volumes, contrairement aux autres marchés asiatiques voisins, davantage dominés par les *traders* domestiques.

Sur le plan sectoriel, la Bourse de Hong Kong reste dominée par les entreprises de la finance (banques, assurances, services financiers...) avec 35 % de la capitalisation, suivi par l'immobilier (12 %). Les secteurs de la technologie et de la santé (Biotechs) sont en progression avec les récentes IPO et représentent désormais respectivement 10 % et 6 %. La finance est également bien représentée à la Bourse de Paris avec 18 % de la capitalisation, mais la grande différence avec Hong Kong est le poids des secteurs Luxe et Cosmétique, qui représentent au total près de 25 %. Notons également que sont cotées à Paris de très belles entreprises industrielles mondiales uniques qui opèrent depuis des décennies avec succès... L'âge moyen des entreprises du CAC 40 est de 105 ans, contre près de 50 ans pour les entreprises du Hang Seng, l'indice phare de Hong Kong. L'entreprise française la plus ancienne est Saint-Gobain, créée en 1665, celle de Hong Kong est HSBC Holdings, créée en 1865.

Un fonds de pension moteur

Notons enfin que la Bourse de Hong Kong est également alimentée depuis 2000 par la mise en place d'un système de retraite par capitalisation obligatoire (Mandatory Provident Fund, MPF), qui demande à la fois aux employeurs et employés de contribuer à hauteur de 5 % de leur revenu. En 2025, les montants gérés par ce système de financement des retraites représentaient près de 1 400 milliards de dollars de Hong Kong, soit environ 180 milliards de dollars, principalement investis en actions, avec une part significative sur les actions cotées à Hong Kong. La mise en place de fonds de pension en France permettrait d'accroître le socle d'investisseurs privés et français, alors que les belles entreprises du CAC 40 sont détenues à près de 50 % par des investisseurs étrangers.

HKEX, l'entité en charge du fonctionnement technique et du développement de la Bourse, travaille à consolider Hong Kong comme plateforme financière mondiale, en combinant tradition (banques et marchés établis) et innovation (technologie, ESG). Ses objectifs sont à la fois économiques (croissance et liquidité), institutionnels (gouvernance et transparence) et sociétaux (durabilité et responsabilité). HKEX met actuellement en avant plusieurs axes de modernisation : digitalisation des marchés, réforme du cadre de cotation, développement d'un écosystème obligataire et de devises, et intégration renforcée des critères ESG. De quoi donc encore renforcer l'attrait de Hong Kong. ■